



NON au pays de naissance dans le bulletin du recensement

Juin 2024

L'INSEE a décidé de modifier le bulletin du recensement en demandant pour les millions de Français recensés chaque année de préciser le pays de naissance de leurs parents. L'INSEE souhaite collecter cette information dès janvier 2025.

La CGT INSEE s'oppose à cette évolution en raison des risques de mauvaise utilisation de cette information sensible dans un contexte de progression de l'extrême droite et de son idéologie xénophobe. ([Lieu de naissance des parents dans le recensement : une nouvelle question, dangereuse et inutile](#))

La Défenseure des Droits est à l'origine de cette évolution pour, dit-elle, lutter contre les discriminations mais la façon d'utiliser le recensement pour cela n'a jamais été précisée, ne permettant pas un véritable débat public pour balancer les intérêts et les dangers. Le 27 mars, dans une [tribune à Libération](#), Sophie Binet et le président de la Ligue des Droits de l'Homme ont exigé ce débat, en vain.

Dans le contexte actuel, les dangers sont désormais pour demain : vendredi 14 juin, fidèle aux racines xénophobes et racistes de son parti, Bardella a déclaré avec insistance que les **"enfants d'origine étrangère qui travaillent, qui paient leurs impôts, qui respectent nos lois, qui aiment notre pays n'ont strictement rien à craindre"**, indiquant en creux que les Français d'origine étrangère n'auront pas forcément les mêmes droits que les autres Français.

Le nouveau bulletin du recensement permettra techniquement et légalement à l'Insee et aux services statistiques ministériels d'alimenter un éventuel gouvernement d'extrême droite d'indicateurs ciblant les territoires, villes et quartiers où résident les personnes ayant des parents nés à l'étranger. Grâce au développement des appariements administratifs et à un cadre légal facilitateur pour la statistique publique, la statistique publique pourra facilement alimenter leurs marottes xénophobes sur la délinquance ou sur les bénéficiaires des minimas sociaux.

Dans l'urgence qui est la nôtre, il n'est plus temps de débattre. Il faut dire non à l'extrême droite dans l'isolement. Il faut aussi ne pas leur donner les outils de pilotage de politiques discriminatoires qu'ils mettraient en œuvre s'il venait à gouverner.

Le Syndicat CGT des personnels du Céreq soutient les camarades de l'Insee en disant, avec eux, non au pays de naissance dans le bulletin du recensement.